



SOUS-TEST 1

Compréhension

Durée 20 minutes

15 questions

BARÈME

Réponse exacte	4 points
Pas de réponse	0 point
Mauvaise réponse	-1 point

Texte 1

Le Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH) est l'agent étiologique responsable du Syndrome de l'Immunodéficience Acquise (SIDA) et il est la cause indirecte de nombreuses pathologies associées. La publication du dernier rapport conjoint ONUSIDA/OMS est l'occasion de faire un point sur l'état de la propagation du virus dans le monde.

Incidence de l'infection

Près de 33,4 millions de personnes sont contaminées parmi lesquelles 2,1 millions d'enfants de moins de 15 ans. Ces chiffres signifient que dans le monde près de 1 personne sur 200 est aujourd'hui porteuse du virus. Cette valeur tend à se stabiliser depuis 6 ans. Celle-ci rend compte de l'équilibre entre les efforts de prévention et de soins d'une part, et le nombre de personnes nouvellement infectées d'autre part. Mais cette accalmie rassurante ne doit pas masquer l'ampleur de la contamination qui exige une réponse prophylactique et thérapeutique performante. En effet, la progression

de l'épidémie reste rapide. En 2008 comme en 2007, 2,7 millions de personnes ont été nouvellement infectées. Si l'on compare ce chiffre avec les 18 dernières années, on observe toutefois que la contamination ne s'accélère plus depuis 10 ans.

La répartition de l'infection

Si l'on s'intéresse à la répartition géographique de l'infection, on observe qu'elle reste massive en Afrique subsaharienne où vivent près des deux tiers des personnes contaminées. Corrélativement, 70 % des nouveaux cas sont recensés en Afrique subsaharienne en 2008. Ce chiffre est bien supérieur à ceux de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine. Cependant, ces trois dernières régions, si l'on tient compte du nombre de malades, connaissent les plus forts taux de nouvelles contaminations. On note toutefois que le nombre des nouvelles infections en Afrique subsaharienne a baissé de près de 15 % depuis 2001. L'OMS indique que les modes de transmission

tendent à évoluer. Elle regrette cependant une certaine inertie des campagnes de prévention. Les prochaines devront donc mieux cerner les usages locaux en tenant compte de tous les modes de transmission, notamment pour les groupes à risques et cela en fonction du pays.

Nous ne sommes pas tous égaux face à la maladie

On a pu estimer qu'en 2008, environ 7 400 personnes ont été nouvellement infectées chaque jour. Près de 90 % d'entre elles vivent dans des pays à faible et moyen revenu. Cette répartition géographique de l'épidémie pose la question de l'accès aux soins. L'épidémie a des conséquences délétères sur les plans humains et économiques et contribue à accroître la pauvreté. Des traitements antirétroviraux efficaces permettent pourtant aujourd'hui de contenir la répllication virale. Les trithérapies dites « simples », sans inhibiteurs de Protéases, sont efficaces et bien tolérées. Les personnes qui ont accès à ces traitements ne meurent plus de la maladie. Néanmoins, la mort de 2 millions

de personnes en 2008 révèle que l'accès à ces soins reste toujours limité et déterminé par la situation géographique des malades. Ainsi près de 15 % des personnes porteuses du virus sont mortes en Asie en 2008 contre un peu plus de 3 % en Europe ou en Amérique du Nord. Notons toutefois que des efforts considérables ont été réalisés. En effet, le taux d'accès aux soins dans le Monde était de 7 % en 2003. Il atteint 42 % en 2008 avec un pic de 48 % en Afrique du Sud et dans l'Est du continent. Ces très grands progrès sont encourageants et devraient permettre de réduire les écarts entre pays riches et pays pauvres.

En conclusion, le VIH reste aujourd'hui et plus que jamais un problème de santé publique particulièrement sensible. L'organisation des soins et l'accès au traitement doivent être pris en charge de manière collective et engager la responsabilité et les ressources des gouvernements et des organismes internationaux pour la recherche de solutions globales. Déjà, les efforts faits en ce sens ont permis de faire chuter de 10 % le nombre de décès liés au SIDA au cours des cinq dernières années.

Texte 2

Dans cette période de sortie laborieuse de crise, les politiques économiques ont retrouvé leur légitimité. D'une part, la croyance dans les capacités auto-équilibrantes des marchés a reculé devant l'évidence des excès qui ont conduit à la crise financière. D'autre part, l'intervention déterminée des États à l'automne 2008 a été considérée comme décisive dans l'évitement d'un engrenage fatal menant à une dépression du type de celle des années 1930.

Aujourd'hui, l'intervention publique est largement reconnue comme indispensable, au moins pour réguler les marchés et stabiliser la conjoncture, en tout cas pour fournir des services publics, assurer la protection sociale et redistribuer les revenus.

Mais, d'un autre côté, les États sortent de la crise encore plus contraints qu'ils n'y étaient entrés. Les plans de relance, les aides au secteur financier, et plus encore les amputations de recettes dues à la récession de 2008-2009 ont

creusé les déficits publics et alimenté les dettes publiques, déjà élevés avant la crise.

Soumis à la critique ces dernières années pour avoir collectivement sous-estimé les tensions engendrées par le développement de la finance et les risques d'accident et de souffrance sociale qui en sont la conséquence, les économistes retrouvent eux aussi progressivement une légitimité : après tout, même s'ils n'ont pas annoncé la crise, ils ont su participer à la définition des moyens qui ont permis qu'elle ne tourne pas à la tragédie.

Malgré les insuffisances de leurs méthodes, et tout en étant conscients des nombreuses interrogations auxquelles ils ont encore beaucoup de mal à répondre, les économistes ont développé des instruments d'analyse puissants.

Grâce à ces instruments, ils peuvent intégrer à leurs raisonnements une large variété d'interactions. De nombreuses erreurs de politique économique résultent d'approches partielles, qui omettent certaines interactions qu'il aurait fallu prendre en compte.

Par exemple, toute décision concernant la liaison avec l'économie internationale doit intégrer les conséquences et les réactions probables des autres pays. Toute réflexion sur les salaires doit, au-delà des effets distributifs, conduire à s'interroger sur les conséquences sur la consommation, sur la situation des entreprises et leur demande de travail, qui vont influencer l'emploi et, en retour, la répartition des revenus.

Elle doit aussi intégrer les éventuelles conséquences sur les négociations salariales décentralisées, qui peuvent amortir, voire annuler l'effet initial. Toute préconisation creusant le déficit public français doit s'accompagner

d'arguments exposant la façon dont les épargnants nationaux ou étrangers accepteront de détenir les titres supplémentaires de dette publique française.

Depuis sa création en 2000, le Prix du meilleur jeune économiste décerné par le Cercle des économistes et *Le Monde*, en partenariat avec le Sénat, cherche à distinguer à la fois l'excellence académique et la participation au débat public. Cette année, plus encore que les années précédentes, le jury, présidé par Jean-Michel Charpin, a pris en considération l'utilité des travaux des candidats pour éclairer les choix de politique économique des années qui viennent, ainsi que leur capacité à adopter des approches larges et originales.

Vingt candidatures ont été confirmées cette année, dont sept provenant d'économistes travaillant à l'étranger. Elles ont chacune fait l'objet de deux rapports écrits de membres du Cercle des économistes, puis d'une décision collégiale. Les candidats couvraient un champ très large de domaines de recherche : macro-économie, économie internationale, finance, économie du travail, économie de l'environnement, démographie, économie industrielle, économétrie...

Au service du débat public

Le lauréat du prix 2011, Xavier Gabaix, professeur à la Stern-School of Business (NYU) de l'université de New York, également membre du Conseil d'analyse économique, présente la particularité d'avoir produit des travaux de très haut niveau dans plusieurs branches de la discipline économique. À notre époque d'hyperspécialisation des chercheurs, il a fait le choix inverse : il a certes reçu cette année le prix Fisher-Black décerné par l'American Finance Association,

mais ses travaux portent tout autant sur la macroéconomie, l'économie industrielle et même l'économie géographique à laquelle il a apporté des contributions importantes.

Sa spécificité est de s'intéresser aux événements à faible probabilité, aux désastres, aux anomalies, aux valeurs extrêmes, ceci avec une forte dextérité mathématique, mais aussi en s'attaquant à des problèmes très actuels, comme l'influence sur les fluctuations globales d'événements trouvant leur origine dans une seule entreprise, ou les particularités de la concurrence sur les produits annexes, ce que certains ont appelé « la théorie du minibar ». [...]

Emmanuel Saez, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste en 2010, spécialiste reconnu

au niveau international de politique fiscale, tant dans ses aspects empiriques que théoriques, a participé récemment à l'élaboration de propositions audacieuses sur ce sujet pour la France, qui pourront alimenter les débats de la campagne présidentielle à venir. Il est en effet certain que la fiscalité sera un des grands thèmes de cette campagne, en raison des déficits publics et des défauts manifestes de notre système fiscal en termes de justice, mais aussi d'efficacité.

Les économistes français, jeunes et moins jeunes, mettent ainsi leurs connaissances et leurs compétences au service d'un débat public ouvert, rigoureux et imaginatif, de façon à contribuer à leur place, limitée mais utile, à la vitalité de notre démocratie.

Questions sur le texte 1

1. Ce texte pourrait :

1. être un extrait
2. être tiré d'une revue historique
3. provenir d'un ouvrage universitaire

A . 1 seulement **B .** 2 seulement **C .** 3 seulement **D .** 1 et 2 **E .** 1 et 3

2. Le SIDA est une maladie :

1. répandue
2. toujours mortelle
3. contre laquelle on ne peut rien

A . 1 seulement **B .** 2 seulement **C .** 3 seulement **D .** 2 et 3 **E .** 1 et 3

3. Tout infecté est :

1. malade
2. ralenti
3. appauvri

- A . 1 seulement
- B . 2 seulement
- C . 1 et 2
- D . 1, 2 et 3
- E . aucune réponse

4. Quelle est la région où l'on a le plus de risques de contagion ?

- A . L'Europe
- B . L'Asie du Sud-Est
- C . L'hémisphère sud
- D . L'Afrique du Nord
- E . L'Afrique subsaharienne

5. Les malades ont plus de chances de survie s'ils habitent :

- A . La France
- B . Les États-Unis
- C . L'Europe
- D . L'Afrique
- E . L'Afrique subsaharienne

6. Quelle phrase résume le mieux ce texte ?

- A . On contient mieux la pandémie mais des efforts restent à accomplir.
- B . Rien ne sert de courir, il faut partir à point.
- C . On progresse mais tant de choses restent à faire !
- D . On a progressé mais il faudrait maintenant une action et une concertation mondiale pour réduire les inégalités face au SIDA.
- E . Même si l'on a progressé, l'ampleur de la maladie et l'inégalité dans l'accès aux traitements sont des problèmes importants que les politiques nationales et internationales doivent prendre en compte.

7. On comprend que pour empêcher l'infection, il faut :

1. une politique internationale
2. une adaptation aux mœurs locales
3. plus de moyens

- A . 1 seulement
- B . 2 seulement
- C . 3 seulement
- D . 2 et 3
- E . 1, 2 et 3

Questions portant sur le texte 2

8. Ce texte pourrait être

- A . un texte historique
- B . un réquisitoire
- C . un récit de vie
- D . un rapport administratif
- E . l'article d'un journaliste

9. L'auteur du texte semble :

- A . ultra-libéral
- B . fédéraliste
- C . philosophe
- D . interventionniste
- E . visionnaire

10. Comprendre la réalité économique, d'après l'auteur, c'est :

1. tenir compte de toutes les causes
2. tenir compte de tous les effets
3. tenir compte des effets de systèmes

- A . 1 seulement
- B . 2 seulement
- C . 3 seulement
- D . 2 et 3
- E . 1, 2 et 3



11. D'où pourrait être tiré ce texte ?

- A . d'un journal
- B . d'un manuel d'histoire
- C . d'une annale de concours
- D . d'une parution religieuse
- E . d'un aide-mémoire

12. Quelle maxime résume le mieux ce texte ?

- A . Diviser pour mieux régner
- B . Il n'y a de culture que générale
- C . Savoir pour prévoir, prévoir pour agir
- D . La curiosité est un vilain défaut
- E . Qui va lentement va sûrement

13. D'après le texte, la crise de 2008 est :

1. moins grave aujourd'hui
2. oubliée
3. encore actuelle

- A . 1 seulement
- B . 2 seulement
- C . 3 seulement
- D . 2 et 3
- E . 1 et 3

14. L'économie n'est pas une science exacte, surtout quand :

1. elle pense tout savoir
2. elle vise une application
3. elle simplifie le réel

- A . 1 seulement
- B . 2 seulement
- C . 3 seulement
- D . 2 et 3
- E . 1 et 3

15. Combien de prix de ce type ont été remis ?

- A . 5
- B . 7
- C . 9
- D . 11
- E . 12



SOUS-TEST 2

Calcul

Durée 20 minutes

15 questions

BARÈME

Réponse exacte	4 points
Pas de réponse	0 point
Mauvaise réponse	-1 point

16. Soit un triangle équilatéral ABC. Son aire vaut $2y\sqrt{3}$. Combien mesure son côté ?
A . 2 B . y C . $2\sqrt{(2y)}$ D . $y/2$ E . $2y/3$
17. Des collègues de travail se cotisent pour offrir un cadeau à un jeune retraité. Si chacun verse 50 euros, il manquera 79 euros pour le cadeau voulu. S'ils vont jusqu'à 60 euros chacun, il y aura plus de 100 euros en trop. Combien de collègues sont disposés à offrir ce cadeau ?
A . une dizaine B . 17 C . au moins 18 D . 19 E . une vingtaine
18. 94 équipes départementales participent à un championnat de tennis et chaque équipe rencontre 5 fois toutes les autres équipes. Combien de rencontres dénombre-t-on ?
A . 34560 B . 19 930 C . 47 580 D . 21 855 E . 53 289
19. Chaque année, un homme met de côté le double de la somme qu'il possédait déjà, en plus de cette somme. Au début, il possédait 1 euro d'économie. Quand dépassera-t-il 10 000 euros ?
A . en moins de dix ans
B . dans dix ans au moins
C . dans plus de 20 ans
D . dans plus de 30 ans
E . dans plus de 40 ans